RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTÈRE DU COMMERCE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR

PROGRAMME CENTRE D'EXCELLENCE DE TRAITEMENT POST-RECOLTE DU CACAO FIN

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRADE

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF EXTERNAL TRADE

PROGRAMM FOR CONSTRUCTION OF FINE COCOA POST-HARVEST TREATMENT CENTER OF EXCELLENCE

AVIS DE DEMANDE DE COTATION N°[illegible]/DC/MINCOMMERCE-CECAFIN/FODECC/CIPM/2026 DU 05 NOV 2026 RELATIF A L'ACQUISITION D'UN VEHICULE 4X4 PICK-UP POUR LE COMPTE DU PROGRAMME CENTRE D'EXCELLENCE DE TRAITEMENT POST-RECOLTE DU CACAO FIN.-

1. OBJET DE LA DEMANDE DE COTATION

Le Ministre du Commerce lance une consultation pour l'acquisition d'un véhicule pick-up 4x4 pour le compte du Programme Centre d'Excellence de Traitement Post-Récolte du Cacao Fin (CECAFIN), afin d'optimiser le suivi des activités dudit Programme.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations du présent marché consistent en :

- la fourniture du véhicule ;
- la fourniture de tout accessoire permettant de réaliser l'utilisation optimal des du véhicule ,
- la prestation du SAV;
- la fourniture de l'emballage ;
- la couverture d'assurance jusqu'au lieu de livraison ;
- la fourniture de la carte grise ;
- la fourniture de l'ensemble de la documentation technique du matériel acquis et le manuel pour l'exploitation courante;
- l'entretien préventif du véhicule pendant la période de garantie

3. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux concessionnaires agréés installés au Cameroun ou aux entreprises de droit camerounais spécialisées dans les prestations de ce type. Les concessionnaires ou entreprises intéressés sont invités à fournir, dans leurs offres, des informations authentiques qui permettront de retenir, après une évaluation approfondie et objective de leurs dossiers, celui qui pourra réaliser les prestations.

4. FINANCEMENT

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation, sont financées par le budget du FODECC de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire N° 2026 025 2 2140010 22 22 01.

5. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est « **en ligne** » **via la plateforme** COLEPS.

6. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier de Demande de Cotation (DDC) peut être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm ou sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

7. ACQUISITION DU DOSSIER DE DEMANDE DE COTATION

Il est possible d'obtenir la version électronique du Dossier de Demande de Cotation (DDC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses

susmentionnées. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat de la DDC d'un montant non remboursable de **cinquante mille (50 000) francs CFA**, payable au Compte Spécial de CAS ARMP, ouvert à la BICEC sous le n° 33598860001 – 94.

8. COÛT PRÉVISIONNEL

Le coût prévisionnel de l'opération est, à l'issue des études préalables, de **quarante-neuf millions (49 000 000) de francs CFA TTC.**

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, timbrée, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la **pièce 12 du DDC** dont le montant s'élève à **neuf cent quatre-vingt mille (980 000) de francs CFA**, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ledit cautionnement devra être obligatoirement accompagné d'un récépissé de consignation délivré par le Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC) conformément à la Circulaire N°000014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation de déconsignation, de restitution et de réalisation des garanties dans les marchés publics.

10. REMISE DES COTATIONS

Chaque Cotation est rédigée en français ou en anglais. La Cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 30 NOV 2026 **à 13 heures (heure limite)**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis :

AVIS DE DEMANDE DE COTATION N°[illegible] A/DC/MINCOMMERCE-CECAFIN/FODECC/CIPM/2026 DU [illegible] RELATIF A L'ACQUISITION D'UN VEHICULE 4X4 PICK-UP POUR LE COMPTE DU PROGRAMME CENTRE D'EXCELLENCE DE TRAITEMENT POST-RECOLTE DU CACAO FIN

« Copie de sauvegarde »

Les **tailles maximales** des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les **formats de fichiers** acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 30 NOV 2026 **à 14 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du FODECC, dans la Salle de Conférences de l'immeuble Annexe du FODECC, sis au Rez-de-chaussée Shiloh Suits – Elig-Essono - Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

12. RECEVABILITE DES COTATIONS

Sous peine de rejet, les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de la Demande de Cotation;
- les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier de Consultation sera déclarée irrecevable, notamment :

- **l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours ;**
- **une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente ;**
- **la caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.**

Ledit cautionnement acquitté à la main, timbré, devra être obligatoirement accompagné d'un récépissé de consignation délivré par le Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC) conformément à la Circulaire N°000014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution de consignation, de conservation, de déconsignation, de restitution et de réalisation des garanties dans les marchés publics.

13. CRITERES D'EVALUATION

Les offres seront évaluées selon les critères ci-après :

13.1 CRITÈRES ÉLIMINATOIRES

Il s'agit :

1. de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;

2. de l'absence ou non-conformité du cautionnement de soumission acquitté à la main, timbré accompagné obligatoirement d'un récépissé de consignation délivré par le Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC) ;
3. des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
4. du non-respect de 70% des critères essentiels ;
5. la non-conformité aux 75 % des spécifications techniques majeures de la fourniture ;
6. de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
7. du non-respect des formats des fichiers des offres ;
8. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
9. de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
10. de l'absence de l'Attestation de la capacité financière d'un montant de 14 700 000 francs CFA ;
11. de la non-conformité du modèle de soumission ;
12. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
13. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
14. de l'absence du projet de Lettre-Commande complétée et des Spécifications Techniques paraphés sur chaque page et signés, datés et cachetés à la dernière à dernière page précédée de la manuscrite « lu et approuvé ».

NB : **Pour être éligible à l'analyse de l'offre technique, le soumissionnaire ne doit tomber sous le coup d'aucun critère éliminatoire.**

13.2 CRITÈRES ESSENTIELS

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

1. la présentation de l'offre ;
2. les références du soumissionnaire ;
3. la conformité de la fourniture aux spécifications techniques ;
4. le service après-vente;
5. le calendrier de livraison.

Le système de notation des offres est le mode binaire (oui ou non), avec un minimum requis d'au moins 70% de oui des critères essentiels. Les critères et sous critères essentiels sont détaillés dans le Règlement de la Demande de Cotation.

14. DELAI ET LIEU DE LIVRAISON

Le délai maximal pour la réalisation des prestations, objet de la présente Demande de Cotation, est de **deux (02) mois**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations. La livraison sera effectuée au Garage Administratif Central à Yaoundé.

15. ALLOTISSEMENT

Les prestations sont constituées en un seul (01) lot.

16. ATTRIBUTION

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre-Commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. DUREE DE VALIDITE DES COTATIONS

Les soumissionnaires restent engagés par leurs cotations pendant **90 jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des cotations.

18. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au **MINISTÈRE DU COMMERCE (Immeuble Rose), SERVICE DU SOUTIEN AUX EXPORTATIONS, Porte R74, Tél 674 57 52 12/ 694 16 31 55** et en ligne au Journal des Marchés (JDM) de l'ARMP ou sur la plateforme COLEPS aux adresses : **http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm.**

19. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 05 NOV 2026

LE MINISTRE DU COMMERCE,
(Maître d'Ouvrage)

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- CIPM/FODECC ;
- CHRONO ;
- AFFICHAGES ;
- ARCHIVES.

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTÈRE DU COMMERCE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR

PROGRAMME CENTRE D'EXCELLENCE DE TRAITEMENT POST-RECOLTE DU CACAO FIN

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRADE

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF EXTERNAL TRADE

PROGRAMM FOR CONSTRUCTION OF FINE COCOA POST-HARVEST TREATMENT CENTER OF EXCELLENCE

NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION N°[ ]DC/MINCOMMERCE-CECAFIN/FODECC/CIPM/2026 OF 05 NOV 2026 FOR THE ACQUISITION OF DOUBLE CABIN 4X4 PICK-UP VEHICLE ON BEHALF OF PROGRAMM FOR CONSTRUCTION OF FINE COCOA POST-HARVEST TREATMENT CENTER OF EXCELLENCE

1. PURPOSE OF THE INVITATION TO TENDER

The Minister of Trade hereby launches, on behalf of the Program for Construction of Fine Cocoa Post-Harvest Treatment Centre of Excellence, a Request for Quotation for the acquisition of a double cabin 4x4 pick-up vehicle for the follow-up of program activities.

2. SCOPE OF SERVICES

The services covered by this Consultation shall involve purchasing:

- the supply of the vehicle;
- the supply of any accessories required to ensure optimal use of the vehicle;
- the provision of after-sales service;
- the supply of packaging;
- insurance coverage up to the delivery point;
- the supply of the registration document;
- the supply of all technical documentation for the purchased equipment and the manual for day-to-day operation;
- the supply of the license plate.

3. PARTICIPATION AND ORIGIN

The participation is open to authorised cameroonian companies specialising in such services, operating in the field of supply and/or distribution of furniture and meeting the qualification criteria indicated in this Quotation Request File.

4. FINANCING

The Services subject of this Request for Quotation shall be financed by the budget of CCODEF, of the 2026 Financial year, Budget Head **No. 2026 025 2 214 00 10 22 22 01.**

5. SUBMISSION METHOD

The submission method retained for this Request for Quotation is "online", on the COLEPS platform.

6. CONSULTATION OF THE REQUEST FOR QUOTATION FILE

The Request for Quotation File (RQF) may be consulted online on the COLEPS platform to the following addresses: http://www.marchespublics.cm and http://www.publiccontracts.cm on the ARMP website (www.armp.cm).

7. ACQUISITION OF THE REQUEST FOR QUOTATION FILE

The electronic version of the Request for Quotation File (RQF) can be downloaded free of charge from the COLEPS or PRIDESOFT platforms, available at the addresses indicated above. However, electronic submission is subject to payment of the RQF of a non-refundable fee of **fifty thousand (50,000) CFA francs** into the CAS ARMP Special Account, opened at BICEC-Bank under number 33598800001-94.

8. ESTIMATED COST

The estimated cost of the operation following preliminary studies is: **49,000,000 (forty-nine million) CFA francs,** all taxes included.

9. BID BOND

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial organization or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 13 of the Request for Quotation File (RQF), of an amount of: **980,000 (nine hundred and eighty thousand) CFA Francs.**

And valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial bank of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be admissible.

The said bid bond must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Cashier (DCC) in accordance with Circular No. 000014/C/MINMAP/CAB of July 23, 2025 relating to the terms of constitution, deposit and conservation, restitution and realization of guarantees in public contracts.

10. SUBMISSION OF QUOTATIONS

Each quotation shall be drafted in English or French. The submission is done electronically. The offer shall must be submitted by the tenderer on the COLEPS platform not later than 30 NOV 2026 at 13 pm. A back-up copy of the bid recorded on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above note within the allotted time :

NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION N°.12 DC/MINCOMMERCE-CECAFIN/FODECC/CIPM/2026 OF [illegible] FOR THE ACQUISITION OF DOUBLE CABIN 4X4 PICK-UP VEHICLE ON BEHALF OF PROGRAMM FOR CONSTRUCTION OF FINE COCOA POST-HARVEST TREATMENT CENTER OF EXCELLENCE

(Backup copy)

FILE SIZE AND FORMAT

For online tendering, the maximum sizes of the documents that will transit through the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 Mb for the Administrative Bid;
- 15 Mb for the Technical Bid;
- 5 Mb for the Financial Bid.

The accepted formats shall be as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders shall ensure that compression software is used in order to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

11. OPENING OF BIDS

Bids shall be opened in a single phase on the 30 NOV 2026 at 02.00 P.M by the Internal Tenders Board of CCODEF in the Conference Hall of CCODEF's Annex building, located at Shiloh Suits – Elig-Essono – Yaoundé.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a person of their choice duly authorized.

Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or competent administrative authorities for the administrative documents required shall be produced in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must not be older than three (3) months or shall be signed before the date of signature of the Quotation notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

12. ADMISSIBILITY OF QUOTATIONS

The Administrative documents, the technical quotation, and the financial quotation must be placed in a single volume.

The following will not be accepted by the Project Owner :

- Envelopes bearing information on the bidder's identity;
- Bids submitted after the closing date and time for submission;
- Bids that do not comply with the bidding mode ;
- Bids without information on the Invitation to Tender;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RQF or offered in copies only;

Any incomplete bid in accordance with the prescriptions of the RQF shall be declared inadmissible. Especially:

- **The absence of a bid bond issued by a financial organization or financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the templates documents of the RQF shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure;**
- **A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent ;**
- **A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.**

The Said bid bond, paid, stamped, must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Cashier (DCC) in accordance with Circular No. **000014/C/MINMAP/CAB of July 23, 2025 relating to the terms of constitution, deposit and conservation, restitution and realization of guarantees in public contracts.**

13. EVALUATION CRITERIA

Offers will be evaluated according to the following criteria:

13.1 Eliminatory criteria

The failure to comply with the following criteria will lead to the rejection of the bidder's quotation. These are:

1. Failure to produce, within 48 (forty-eight) hours deadline after the opening of bids, any document of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the bid bond;
2. The absence or non-compliance of the bid bond paid, stamped, and necessarily accompanied by a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Cashier (DCC) ;
3. False declarations, fraudulent schemes or forged documents ;
4. Failure to comply with 70% of the essential criteria;
5. Failure to comply with 75% of the major technical specifications;
6. Absence of a sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years
7. Failure to comply with bid file formats;

8. Absence of a quantified unit price in the quotation;
9. Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE);
10. Absence of a certificate of financial capacity amounting to fourteen million and seven hundred thousand **(14,700,000) CFA Francs.**
11. Non-compliance of the bid template;
12. Absence of the dated and signed integrity charter;
13. Absence of the dated and signed commitment to comply with environmental and social clauses ;
14. Absence of the proof of acceptance of the conditions of the contract.

To be eligible for analysis of the technical offer, the bidder must not meet any elimination criteria.

13.2 Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will focus on:

1. the presentation of the tender;
2. the tenderer's references;
3. compliance with major technical specifications;
4. after-sales service;
5. delivery schedule.

The rating system for offers is binary (yes or no), with a minimum required of at least 70% yes to the essential criteria.

14. ESTIMATED EXECUTION PERIOD

The maximum time frame provided for by Project Owner for the execution of the services subject of this Request for Quotation is **two (02) months.** This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to begin the services. The supplies shall be delivered on the Garage Administratif Central of Yaounde.

15. ALLOTMENT

The services are in a single (01) lot.

16. AWARD

The Project Owner shall award the Jobbing Order to the bidder who presented a bid that complied with the required technical and financial qualification criteria and evaluated as the lowest bidder, including any proposed discounts where applicable.

17. VALIDITY OF BIDS

Bidders shall remain bound by their bids for a period of 90 (ninety) days from the deadline for submitting bids.

18. FURTHER INFORMATION

Further information may be obtained during working hours, from the **MINISTRY OF TRADE (Immeuble Rose/Pink Building), SERVICE DU SOUTIEN AUX EXPORTATIONS, Ground Floor, Room R74, Tel.: Tél 674 57 52 12/ 694 16 31 55**, and online at the ARMP's Public Contracts Journal or on the COLEPS platform at the following addresses: **http://www.marchespublics.cm and http://www.publiccontracts.cm.**

19. ANTI-CORRUPTION AND WHISTLEBLOWING

To report any corrupt practices, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, 05 NOV 2026

THE MINISTER OF TRADE,
(Project Owner)

Copies to

- MINMAP
- ARMP
- Internal Tenders Board of CCODEF ;
- FILING;
- POSTING.
- ARCHIVES